

## **La vraie urgence sociale : des « États généraux de la lutte contre la grande pauvreté et le sans-abrisme à Bruxelles »**

Sous le titre « De quelle chance la crise du Samusocial est-elle le nom ? », le Think Tank #22 de DoucheFLUX – exceptionnellement co-organisé avec les fédérations AMA, BICO et ROTB – a rassemblé le 28 juin 2017 plus de 50 personnes issues de 29 organisations du secteur de la lutte contre la grande pauvreté et le sans-abrisme.

La diversité des acteurs présents n'a pas empêché une convergence remarquable des points de vue :

- 1) La crise du Samusocial ne serait qu'une déplorable « affaire » si elle n'avait surgi sur le fond d'un constat sur lequel La Strada vient de mettre un chiffre qui sonne comme un constat d'échec cinglant de la politique bruxelloise en la matière : depuis 2008, le nombre de personnes sans abri et mal logées a quasiment doublé. Les causes de cet échec incluent, entre autres l'opacité des pratiques et des arbitrages politiques, un manque général de moyens accordés aux acteurs de terrain, la mise en concurrence de ces acteurs, la non prise en considération de leurs avis et recommandations lancinantes, leur inscription forcée dans les logiques intégratives de l'« État social actif », une instrumentalisation du concept (par ailleurs discutable) d'« urgence sociale », un déséquilibre entre les moyens financiers alloués d'une part à l'urgence sociale et de l'autre aux projets orientés sur la recherche de solutions durables, le manque catastrophique de logements accessibles et l'absence (paradoxale car moins onéreuse) d'une politique de prévention digne de ce nom. Le secteur dénonce une politique de gestion des conséquences du sans-abrisme et réclame une politique intégrée et cohérente de lutte contre le sans-abrisme, qui s'attaque également à ses causes.
- 2) Il suit que s'imposent d'urgence la mise sur pied et le financement des « États généraux de la lutte contre la grande pauvreté et le sans-abrisme à Bruxelles ». Sur base des données objectives déjà récoltées, des recommandations déjà formulées et des recherches déjà menées, ces États généraux veulent rassembler tous les opérateurs concernés par la problématique (à l'intérieur et au-delà du « secteur » proprement dit), sans oublier les bénéficiaires et la société civile, afin de baliser le chemin à emprunter par cette lutte, en forme d'adresse programmatique aux décideurs / décideuses de la prochaine législature.
- 3) Il faut, sans plus tarder, tirer la sonnette d'alarme : le 4 septembre, une mobilisation des acteurs/actrices du secteur, des bénéficiaires et de la société civile (qui se sent de plus en plus concernée) fera la démonstration d'un large consensus autour de la nécessité de travailler autrement, de rebattre les cartes, d'initier une nouvelle dynamique pour mettre définitivement fin au sans-abrisme à Bruxelles.

30/06/2017